

la manufacture de livres

Africa Connection

Laurent Guillaume

Collectif



CONTACT ET INFORMATIONS
La Manufacture de Livres
presse@lamanufacturedelivres.com

01 45 66 90 08



EDF/AG / EPH / Mouton

“UNE IMMENSE ZONE DE TRAFIC” Saisie au Niger par l'armée française de 4 tonnes de cannabis et d'armes, en 2015.

DANS LES MÉANDRES DE L'“AFRICAN CONNECTION”

Laurent Guillaume, un ex des stups reconverti dans le polar, a enquêté sur le crime organisé et ses ravages sur le continent africain. Ce n'est pas de la littérature. **PAR ALAIN LÉAUTHIER**

L'Afrique change. Elle n'a plus seulement des ressources naturelles exceptionnelles, mais aussi des mégapoles modernes, et, un peu partout, de la criminalité à grande échelle. Si la lutte contre le péril djihadiste concentre les moyens et les experts, celle contre les réseaux criminels reste balbutiante. Parallèlement à l'écriture de polars, Laurent Guillaume, un ex de la BAC et des stups, forme à cette mission des policiers du continent dans le cadre de la coopération internationale. Aujourd'hui consultant, il livre, contributions de chercheurs à l'appui, le tableau complet de l'Afrique des marges.



AFRICA CONNECTION, sous la direction de Laurent Guillaume, La Manufacture de livres, 256 p., 18,90 €.

Marianne : Pourquoi un livre sur le crime organisé en Afrique. Manquerions-nous d'informations sur le sujet ?

Laurent Guillaume : Il y a des informations, mais essentiellement dans ce qu'il est convenu d'appeler la « littérature grise », fondée sur les travaux d'institutions publiques et de chercheurs.

Un déclic particulier vous a-t-il incité à vous mettre à la tâche ?

Oui, l'émergence massive des drogues de synthèse dans de nombreux pays, et plus particulièrement en Afrique de l'Ouest où je mène régulièrement des missions

de formation. Le sentiment aussi que l'Afrique est en train de devenir une immense zone de trafic, hélas dans une indifférence générale.

L'existence des trafics et de la criminalité ne date pourtant pas d'aujourd'hui.

Si l'on s'en tient à la période contemporaine, une forme de criminalité existe dès les années 30, impliquant notamment le gangstérisme français dans la contrebande de cigarettes ou la drogue. Le milieu corso-marseillais avait ses *hubs* sur les côtes pour le trafic de l'héroïne ou du cannabis. A la fin de la French Connection, il s'est replié sur les jeux en créant des succédanés du PMU dans de nombreux pays d'Afrique de l'Ouest où des milliers de personnes pariaient, et parient encore, sur des courses se déroulant sur les hippodromes

de l'Hexagone. Dès les années 60, le milieu libanais a été également très actif dans plusieurs pays. Il était très présent dans le business des *blood diamonds* (« diamants de sang ») dans la Sierra Leone, dans les années 80.

Au profit du Hezbollah...

Toutes ces zones, en Sierra Leone ou en Côte-d'Ivoire par exemple, sont clairement des bases arrière du financement du Hezbollah.

De nos jours, une criminalité se singularise-t-elle ?

Incontestablement, celle des Nigériens, de loin la plus active, avec d'importantes ramifications à l'étranger et intervenant dans de multiples domaines. D'abord la cybercriminalité, le phishing, l'hameçonnage, les fameuses « fraudes 419 » (en référence à l'article de loi nigérian qui théoriquement les réprime). Ils sont également très présents dans les diverses affaires liées aux *blood diamonds* et la traite des êtres humains. Mais une partie importante des ressources provient encore du trafic de stupéfiants. Ils n'ont cessé d'en épouser les évolutions depuis les années 70 : du cannabis à la cocaïne et, de plus en plus, à la production locale des drogues de synthèse, notamment les méthamphétamines.

Leur organisation est, dit-on, très différente de celle des mafias italiennes ou italo-américaines.

On est effectivement assez loin du modèle vertical de Cosa Nostra. Leur structuration se veut fluide, souple, résiliente et non pérenne, donc difficile à pénétrer. Il y a une foudroyante de groupes, certains ne se montent que pour un seul coup. Ils vont par exemple affréter un conteneur pour un chargement de coke puis disparaissent.

Mais il y a des têtes pensantes, les fameux drug barons...

Un *drug baron* apporte l'investissement financier, il va confier l'affaire

à un *striker* qui recrute ensuite son équipe, souvent des gens d'une même ethnie, voire d'un village, et tout est très compartimenté.

On reste toujours entre Nigériens ?

Pour l'essentiel, oui, mais des relais locaux peuvent être associés bien sûr. Ce système a, en tout cas, fait ses preuves. Dans le trafic de drogue, au début les Nigériens travaillaient surtout pour les autres, les cartels colombiens ou la Camorra. Mais ils ont progressivement monté en grade. Il y a des Nigériens partout dans le monde, aux Etats-Unis, dans la région de Chicago en particulier, au Pakistan,

“LA CRIMINALITÉ DES NIGÉRIENS EST DE LOIN LA PLUS ACTIVE AVEC D'IMPORTANTES RAMIFICATIONS À L'ÉTRANGER ET INTERVENANT DANS DE MULTIPLES DOMAINES.”

en Thaïlande, en Afghanistan ou en Amérique du Sud, à Sao Paulo.

Peut-on les situer dans la mosaïque ethnique du Nigeria ?

Beaucoup sont des Igbo – mais tous les Igbo ne sont pas des trafiquants – et la région d'Edo comme la ville de Benin City restent leur fief « naturel ». La guerre du Biafra [1967-1970] explique en partie cette concentration : battus, les Igbo se sont réfugiés dans le « business ». Et ils ont arrosé tout le monde, jusqu'au sommet de l'Etat fédéral...

On évoque l'implantation des triades chinoises...

La documentation fiable sur le sujet est encore limitée, mais on sait que la forte implantation chinoise en Afrique, avec des milliers de travailleurs envoyés sur place, ne peut laisser les organisations criminelles chinoises

inactives... Ce qu'on appelle les hôtels chinois ne sont ni plus ni moins que des bordels. Tous les trafics touchant la faune, la flore, les espèces rares, sont clairement pris en main par les Asiatiques.

Les réseaux de la grande criminalité et ceux du djihadisme vont ensemble. On l'a beaucoup entendu. Vrai ?

De pseudo-experts, certains issus de nos rangs, ont raconté beaucoup de bêtises. Que, par exemple, des représentants des cartels colombiens discutaient business avec des djihadistes en pleine zone sahélienne, j'attends toujours les preuves. En vérité, même s'ils peuvent ponctuellement avoir des intérêts communs, les uns et les autres n'ont pas les mêmes objectifs. Après, on sait ce qu'il advient de certains groupes politiques, ils font du trafic pour financer la cause mais quand l'argent commence à couler à flots, il prend le pas sur tout. Il y a de nombreux exemples de la sorte sur le continent, notamment en Centrafrique ou en RDC [République démocratique du Congo]. Dans le cas de ce dernier pays, dans l'Est, le trafic des métaux précieux, l'attrait des énormes richesses naturelles, ont même poussé des milices hutues et tutsies du Rwanda voisin à s'associer...

La réponse des Etats est-elle à la hauteur des enjeux ?

Pour plusieurs raisons, dont la corruption d'une partie du personnel politique et institutionnel, on est encore loin du compte. Mais les choses bougent. Le Sénégal a ainsi budgété 150 millions d'euros uniquement pour la lutte contre la criminalité. La coopération internationale permet de former des personnels spécialisés, mais elle souffre d'un manque de planification. Il y a pourtant urgence. L'explosion des drogues de synthèse et du tramadol constitue un danger mortel pour la cohésion sociale de ces pays, déjà souvent fragiles. ■

Le coût du crime

Dirigé par le consultant Laurent Guillaume, *Africa Connection* est un ouvrage informé sur les réseaux et trafics illégaux en Afrique.

ARIANNA POLETTI

« Ceci est une façon de tirer la sonnette d'alarme : le crime organisé peut vite devenir une véritable catastrophe pour l'Afrique. » Laurent Guillaume, aujourd'hui consultant pour le bureau des Nations unies contre la drogue et le crime, situé à Dakar, s'est formé dans les services d'enquête de plusieurs pays de l'Afrique de l'Ouest. Il aborde l'urgence du sujet dans un ouvrage collectif : *Africa Connection*. Plusieurs chercheurs spécialisés s'y trouvent réunis autour d'un seul mot-clé : criminalité. Le livre se révèle un véritable guide des réseaux africains illégaux, qui représentent un puissant empire économique souterrain. À chaque article correspond un thème : trafic de drogue, d'armes ou d'êtres humains. Objectif : analyser les effets désastreux sur les dynamiques politiques et sociales du continent.

« Lorsque l'on parle de crime organisé, on pense aux mafias italo-américaines, de Lucky Luciano à Al Capone, en passant par Meyer Lansky.



L'auteur, à droite, en compagnie de policiers maliens, en 2016.

Mais il s'agissait de structures pérennes, solides et hiérarchisées suivant des *business models* dépassés », rappelle Laurent Guillaume, auteur d'un chapitre consacré au trafic de stupéfiants, décrit comme l'un des plus déstabilisateurs. « Le narcotraffic alimente de cruels conflits, fait tomber des États, appauvrit les populations... », résume-t-il. C'est là le fil rouge d'*Africa Connection* : le crime organisé est avant tout un problème de géopolitique. Si son impact en Afrique est peu pris en compte lorsqu'il s'agit d'analyser les conflits, ce sont ces trafics qui permettent aux groupes terroristes et jihadistes de proliférer. « Ces groupes ne peuvent pas prospérer dans un État fort : le crime organisé se nourrit de la corruption des élites. »

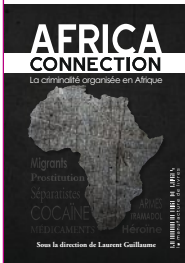
L'exemple des criminels nigériens revient sans cesse. Depuis les années 1970, « le crime organisé nigérian ne cesse de prendre de l'ampleur » en s'étendant bien au-delà des frontières du pays. Pourtant, personne n'a l'air de s'en alarmer. Une sous-estimation qui pourrait coûter cher. « Il existe une forme de mépris envers le crime organisé africain. Comme si cela ne nous concernait pas, comme s'il était moins dangereux ou

moins structuré », constate Laurent Guillaume.

Fraternités

Mais selon lui : « Les Nigériens sont en ce moment les mieux adaptés à la globalisation. Ces fraternités exploitent la diaspora et sont ainsi indétectables. »

L'Afrique de l'Ouest et ses frontières poreuses ont longtemps servi de lieu de passage de la cocaïne en provenance d'Amérique du Sud et à destination de l'Europe. Elle devient désormais un lieu de production et de consommation pour les nouvelles drogues. C'est le cas de la méthamphétamine, dont plusieurs laboratoires locaux ont été démantelés au Ghana, en Côte d'Ivoire, au Burkina Faso, au Mali, au Togo et au Bénin. Accessible à chacun dans les prétendues « pharmacies par terre », présentée sous forme de pilules colorées à 50 F CFA (0,07 euro), cette drogue se répand parmi la population la plus paupérisée. « Lors d'une formation, un membre de l'unité de lutte contre le trafic de drogue s'est rendu compte qu'il en faisait usage, alors qu'il pensait utiliser un médicament. Voici pourquoi je répète que le démantèlement de ces réseaux ne peut plus attendre. »



Africa Connection. La criminalité organisée en Afrique, sous la direction de Laurent Guillaume, La Manufacture de livres, 258 pages, 18,90 euros

LE MONDE. *diplomatique*

AFRIQUE

AFRICA CONNECTION. La criminalité organisée en Afrique. – Sous la direction de Laurent Guillaume

*La Manufacture de livres, Paris,
2019, 256 pages, 18,90 euros.*

Écrit par des représentants de l'armée et de la police ou par des chercheurs, cet ouvrage au contenu un peu hétéroclite passe de la drogue aux migrations, du trafic d'armes à la répression africaine des mafias. Même sans synthèse, il illustre de manière parfois étonnante les thèses du politiste Jean-François Bayart sur la criminalisation de l'État africain lui-même, qui firent scandale en 1997. L'écrivain et journaliste Laurent Guillaume souligne ainsi les complicités actives au sommet du gouvernement de Bamako dans l'affaire dite du Boeing «Air cocaïne», chargé de onze tonnes de cette drogue et abandonné en 2009 dans le désert du Nord malien. Autre exemple : le politiste Georges Berghezan esquisse les itinéraires adoptés par les trafiquants d'armes en mettant en lumière le rôle de chefs d'État mafieux, tel M. Blaise Compaoré, président du Burkina Faso de 1987 à 2014, en cheville avec des sociétés privées d'import-export. Point n'est donc besoin d'imaginer des mafias organisées ex nihilo : les trafics sont intrinsèques à un certain type d'État, dont la Guinée-Équatoriale de M. Teodoro Obiang Nguema Mbasogo est l'exemple même.

MICHEL GALY